

*Initiatives ministérielles*

un moyen rationnel d'adapter la taille et la structure du gouvernement à nos besoins.

Nous convenons, avec les Canadiens, qu'un budget équilibré est le but recherché et nous y parviendrons, à condition de fixer des objectifs réalistes et réalisables. Ce budget donne l'exemple. Nous réduisons le gouvernement d'abord.

Ce budget marque vraiment le début d'une ère nouvelle.

[Français]

**M. Ghislain Lebel (Chambly, BQ):** Monsieur le Président, j'écoute et je regarde les présentations de budgets depuis au moins 30 ans et de toutes ces années, la majorité du temps, ce sont les libéraux qui étaient au pouvoir, sauf pour une brève période de huit ans de régime conservateur. Chaque fois qu'un ministre des Finances a déposé un budget en cette Chambre, je n'en ai pas vu un qui ait dit qu'il n'était pas bon. Tous étaient animés par un même souci, l'équité, la justice. Pas un n'a dit que ce qu'il proposait n'était pas bon. Ce que je ne comprends pas, c'est qu'au bout de 30 ans, du bien plus du bien, plus du bien plus du bien, que cela arrive à du mal.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lebel:** Je n'ai jamais pu comprendre le bien-fondé, le résultat de cette équation: le total du bien équivaut à du négatif, presque 600 milliards actuellement. Le ministre des Finances vient dire: «C'est tout nouveau, mes collègues avant moi étaient tous dans les patates. Ce qu'ils ont proposé était bon à rien. Maintenant, c'est un vrai budget. C'en est un bon pour une fois». Je veux bien le croire. Un qui n'était pas des moindres, c'est le premier ministre actuel. Lui aussi a été ministre des Finances et lui aussi a contribué au grossissement du déficit.

Le ministre vient de nous dire que les gens de la région de la Capitale nationale, Ottawa-Hull, sont heureux des coupures dans la fonction publique. Il nous fait à peu près le même coup qu'il a fait à Saint-Jean l'autre fois. Il a coupé 400 emplois et à la dernière minute, il est arrivé «sur la fesse», comme ça et il nous en a passé 20. Ensuite, il nous a présenté cela comme étant un miracle de sa part. Qu'il les amène donc les gens de Hull et d'Aylmer et qu'il leur demande devant nous autres s'ils sont d'accord avec ces coupures de 45 000 emplois dans la fonction publique. Juste au traitement des données fiscales de Saint-Hubert, pour avoir les retours des entreprises dans la recherche et le développement, il y a six mois d'attente pour traiter les cas.

• (1050)

Il y a des entreprises qui sont presque en difficultés financières majeures, actuellement, parce qu'elles ne reçoivent pas leur dû du gouvernement fédéral. Les fonctionnaires ne peuvent pas traiter leur demande. Et lui, il nous arrive et il nous présente le Budget qui a été déposé cette semaine comme l'avènement du siècle après la découverte du pain tranché. Je ne le prends pas! Je ne le prends pas et je vous dis que l'année prochaine encore, le ministre arrivera et il dira: «Les autres avant moi n'ont pas bien, bien fait, moi y compris, et là, c'est moi qui ai raison encore cette fois-ci.»

Je voudrais qu'il nous explique. Moi j'ai vu un mois où le taux de chômage avait baissé de 1/10 de 1 p. 100. Le ministre des Finances était transporté. L'économie reprend, ça va bien, on est heureux. Le mois suivant, l'économie augmente de 1 p. 100. Ha! bien, ça va encore mieux, là, ça marche. Alors, comment comprendre ces gens-là? Moi, je vous dis, je voudrais demander au ministre comment il a fait pour endormir la population de la région ici, pour lui faire accepter que 45 000 emplois coupés, c'était un remède épouvantable pour eux. Je voudrais qu'il réponde à cela.

**M. Massé:** Monsieur le Président, je suis très heureux que les députés de l'opposition posent ces questions, parce qu'ils nous donnent la possibilité de remettre les pendules à l'heure et les pendules à l'heure, c'est que les budgets au Canada, qui ont été faits d'année en année, ont peut-être produit un grand déficit. Mais en même temps, ils ont produit ce que les Nations Unies indiquent comme le meilleur pays au monde et ils nous ont permis d'avoir l'un des meilleurs taux de revenu par tête, au monde, un pays où vous avez une paix et une harmonie considérables, comparativement aux autres pays, un pays où il fait bon vivre, un pays où les revenus sont élevés, c'est ce que ça nous a donné.

Au Québec, la révolution tranquille qui a pris place dans les années 1960, elle a pris place avec nous, les Québécois, qui avons été capables, à l'intérieur de la fédération telle qu'elle existait à ce moment-là, de renouveler nos structures, de changer nos valeurs, de changer nos politiques. C'est ce qui a donné le pays qu'on a et le pays qu'on veut garder, parce qu'il nous a bien servis. Lorsqu'on parle du dernier Budget, en 1994, 433 000 emplois ont été créés, dont 116 000 au Québec. Et qu'est-ce qui détermine la création d'emplois dans un pays?

Les gouvernements, qu'ils soient ontarien, québécois ou fédéral, ne sont pas ceux qui créent directement le plus d'emplois, sauf que les politiques que les gouvernements adoptent créent un environnement qui permet au secteur privé de créer des emplois. Et clairement, la confiance et les politiques du gouvernement libéral, l'an dernier, ont permis à l'économie de créer plus de 400 000 emplois, dont plus de 100 000 au Québec. C'est ça que notre gouvernement a fait.

Lorsqu'on parle de Saint-Jean, ça me fait tellement plaisir qu'il l'ait mentionné, voici une communauté où nous avons réussi, avec l'ancien gouvernement libéral québécois, à avoir une entente qui était à la satisfaction des gens de la région, qui continuait le collège, qui continuait à créer des emplois, qui était, en fait, une perspective d'avenir. Lorsque le nouveau gouvernement, dont nos collègues du Bloc québécois ne sont que la chaîne de transmission suivant leur chef, lorsque le nouveau gouvernement est arrivé, il a décidé, pour des raisons idéologiques, qu'il ne voulait pas avoir d'entente et il a révélé ses raisons idéologiques. Et depuis ce temps, on n'entend pas beaucoup parler de la ministre qui les a révélées.

Nous, en un mois, nous nous sommes réunis avec les gens du milieu, ceux qui savent ce qui est nécessaire dans la région, ceux qui ont besoin du collège, ceux qui représentent la région, ceux qui agissent non pas par idéologie, mais de façon à créer des emplois et de l'activité économique dans la région. Et avec ces gens-là, nous en sommes venus à une entente qui permet de maintenir le collège et qui permet d'avoir l'embryon qui éven-